



Dossier presse

Apporter des solutions de logement aux nouveaux actifs agricoles pour faciliter leur installation : un défi pour la Loi d'orientation agricole et le renouvellement des générations.



« L'habitat réversible est une solution simple, financièrement accessible et écologiquement responsable pour faciliter l'installation d'une nouvelle génération d'agriculteurs et d'agricultrices, et de leurs familles ».

Fédération de l'habitat réversible

Contexte

Dans le cadre du [projet de loi d'orientation pour la souveraineté en matière agricole et le renouvellement des générations en agriculture](#) débattu à l'Assemblée nationale, la Fédération de l'habitat réversible et des agriculteurs présentent une série d'amendement visant à faciliter l'installation des agriculteurs en les autorisant à construire sur leur terre un logement de fonction habitat réversible.

A ce jour, plusieurs agriculteurs soutenus par la Fédération font l'objet de poursuites judiciaires pour avoir choisi ce mode d'habitat à la fois économe et écologique (voir témoignages ci-dessous).

Selon nous, le public estime légitime que les agriculteurs puissent vivre sur leurs terres tout en ayant conscience des nombreux freins, en particulier financiers et fonciers, qui entravent l'installation de nouveaux agriculteurs.

L'habitat réversible, c'est à dire sans emprise au sol et démontable, permettrait d'œuvrer à atteindre les objectifs du Zéro artificialisation nette (ZAN) que doivent tenir chaque commune. Enfin, le coût modeste de ces constructions réversibles renforcerait l'attractivité des activités agricoles pour des candidat·es à l'installation.

Aujourd'hui, environ 60% des candidat·es à l'installation sont « *non issu·es du milieu agricole* » (NIMA), et le parcours actuel d'accompagnement n'est pas adapté à ces nouveaux profils plus diversifiés qui sont également davantage porteurs de projets agroécologiques et plus respectueux du vivant.

L'accès au logement, un frein à l'installation des nouveaux exploitants agricoles

La moitié des agriculteurs français doivent partir à la retraite d'ici 10 ans. Des millions d'hectares de terres vont devoir trouver repreneur. Pour maintenir le nombre d'actifs agricoles, il faudrait 220.000 installations en 10 ans.

En 2022, d'après [les données disponibles](#), le prix de la terre agricole non bâtie varie de 500 € l'hectare en Ardèche à 57 980 € l'hectare dans le Var, variant fortement également en fonction de leur usage (vignes, céréales, pâturage, maraîchages, jachères...). Loin des préoccupations vivrières et productives, ces terres agricoles sont en passe de devenir un "actif" comme un autre et objet de spéculation d'investisseurs sans lien avec la profession agricole ("*Immobilier : investir sur des terres agricoles*", [Les échos](#), 1er juin 2022). Le prix élevés des terres agricoles est donc un facteur important d'endettement et un frein à l'installation de nouveaux arrivants dans la profession.

Par ailleurs, la difficulté à trouver un logement en bon état, peu coûteux, peu énergivore et proche de l'exploitation freine de nombreux candidats à l'installation ou les met dans des situations financières et psychologiques déstabilisantes (obligation de nombreux aller/retours quotidiens, coût du carburant, éloignement de la famille...).

D'autre part les logements sociaux, principalement à proximité des zones urbaines, sont éloignés des exploitations en zone rurale.

Cette situation est encore aggravée par la pression immobilière sur les régions les plus touristiques,

Fédération de l'habitat réversible

réduisant autant l'offre de logements disponibles qu'augmentant fortement les prix à la location.

Ces difficultés concernent également les travailleurs agricoles saisonniers, qui pourraient aussi bénéficier le temps des saisons de l'accès à des logements réversibles sur les fermes.

Enfin, la transmission de l'habitat du cédant n'est pas si facile, car ce qui se faisait avant par filiation directe entre « père et fils » n'est pas possible avec des personnes « non issues du monde agricole » (NIMA). Ceci sans compter la valeur émotionnelle et l'attachement au bien immobilier qui a fait partie de l'identité du cédant toute une vie, et dont le déménagement et la transmission sont bien souvent difficiles.

2. Le logement de fonction de l'exploitant agricole : état actuel de la réglementation

Sont autorisées «... *les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole...* » (R.151-23, R.161-4, L.111-4 du Code de l'urbanisme). La construction en zone Agricole d'un logement de fonction pour le chef de l'exploitation peut être autorisée dans le cas où la présence de l'agriculteur sur l'exploitation est indispensable à l'exercice de son activité.

Dans le cadre de sa demande d'autorisation, le demandeur doit apporter la preuve que sa présence permanente sur site est nécessaire. Aujourd'hui, SEULES les activités de production animale (pour la surveillance, le vêlage, la traite...) sont reconnues comme nécessitant une présence rapprochée pour un bon fonctionnement de l'exploitation agricole.

Or, les critères des chambres d'agriculture pour l'autorisation dérogatoire de construire sur terrain agricole pour un exploitant ne présume que d'une construction "en dur" sur des fondations. Ces critères mériteraient donc d'être réinterprétés et mis à jour pour intégrer de nouvelles activités agricoles et l'habitat réversible.

La réglementation actuelle exclut donc les activités de maraîchage des dérogations accordées pour l'installation d'un logement de fonction sur l'exploitation d'un agriculteur.

Cette réglementation, désormais datée, ne tient pas suffisamment compte de nouvelles contraintes liées au dérèglement climatique pour les maraîchers comme : la mise en place quotidienne de protection physiques et/ou thermiques ; la surveillance et le contrôle des ravageurs ; arrosages à des horaires précis (plusieurs fois par jour pour des semis en période sèches, le soir pour éviter les brûlures ou l'évaporation en période de sécheresse...) ; intervention rapide en cas d'aléas météo soudain (vent, grêle, forte pluie...).

Le vol, de matériel ou de récoltes (phénomène dit des « [pilleurs de serre](#) »), est également une préoccupation des exploitants, et justifierait de leur présence permanente.

Toutefois, il existe des variations d'un département à un autre, certaines doctrines, minoritaires, admettent déjà que le maraîchage nécessite une présence permanente de l'agriculteur sur son exploitation. Le Département d'Ille-et-Vilaine a ainsi [autorisé l'installation d'un logement de fonction](#) pour la production légumière ou maraîchère nécessitant une proximité.

3. L'habitat réversible, de quoi parle-t-on ?

Suite à de nombreux abus ayant participé à l'artificialisation des terres (multiplications de maisons sur fondation béton, mise en lotissement des "ceintures maraîchères"...), l'obtention d'un permis pour construire un logement sur des terres agricoles est désormais strictement encadré et contrôlé.

Néanmoins, la législation actuelle ne tient pas compte des nouvelles techniques de construction écologique et sans emprise au sol, dit "*habitat réversible*" (mobil-home, chalet, cabanon, yourtes, tiny house...), souvent en matériaux biosourcés et associées à des systèmes autonomes en énergie et en eau. Le caractère réversible de ces habitats tient au fait qu'une part l'installation doit être démontable et d'autre part que le terrain sur lequel il est installé peut être remis en état simplement, sans pollution, ni destruction des sols.

Pris en étau entre un risque d'endettement insoutenable, l'absence d'accès au logement et une réglementation datée, les créateurs ou repreneurs d'activités agricoles sont donc parfois [contraints de vivre dans l'illégalité](#) : **30% des installations agricoles selon l'enquête "Habitat des paysans" du réseau RELIER en 2018 se font grâce à une implantation de l'agriculteur (et de sa famille) dans un habitat réversible sur ses terres.**

Cette illégalité, parfois même sans que l'agriculteur ait conscience de transgresser des lois, ou alors qu'il a fait les demandes d'urbanisme nécessaires mais qui lui auront été refusées, entraîne ces malheureux candidats à l'installation dans des contentieux de plus en plus nombreux.

Malheureusement, sans cadre légal clair et uniforme, certains maires de communes rurales entament rapidement des poursuites contre ces exploitants ou usent de leur pouvoir d'astreinte financière.

Fédération de l'habitat réversible

4. Des témoignages et des récits de lutte contre un système arbitraire

Adrien Cano et sa compagne, ainsi que Jean-Denis Lods, maraîchers et membres de la fédération, font l'objet de poursuites intentées par leur mairie, entraînant des procès coûteux en temps et en énergie, ou des amendes forfaitaires journalières (également à l'initiative des maires) et qui assèchent les bilans comptables de leur exploitation.

Jean Denis Lods est maraîcher sur la commune des Pilles dans la Drôme, il produit annuellement au tour de 10 tonnes de légumes en bio, qui sont vendus aux habitants, aux restaurants de la commune et à deux cantines scolaires. Il est également élu municipal, président de l'ASA des Tuilières (gestion de l'accès à l'eau sur la zone agricole), délégué du village au parc naturel régional des Baronnies provençales. Et pourtant, cet agriculteur et citoyen engagé fait l'objet de poursuites judiciaires. Son tort ? Avoir construit sur ses terres son propre habitat réversible, une héliourte en bois montée sur pilotis, sans artificialisation des terres. Poursuivi en justice par les services de la préfecture et le maire de son village, il passera en procès le 29 mai 2024 au tribunal pénal de Valence. En cas de condamnation, il risque d'être contraint à la démolition de son logement, synonyme de la fin de son activité agricole.

Une mobilisation citoyenne inédite : Une pétition de soutien à JD Lods sur change.org « [Pour le droit des maraîchers BIO de vivre sur leur terre dans des habitats réversibles](#) » a recueilli à ce jour plus de 75,000 signatures. Une autre pétition pour soutenir le couple de maraîchers vendéens Adrien et Marine Canot a recueilli [près de 105 000 signatures](#).

Ces soutiens ont été mobilisés depuis le lundi 6 mai pour les encourager à utiliser la plateforme d'interpellation RiseFor.org permettant d'identifier et d'écrire à son député pour lui demander d'accepter de déposer ou de voter les amendements de la Fédération :

<https://agir.risefor.org/s/loi-agricole-soutenez-amendements-permettre-aux-agriculteurs-habitats-reversibles-sur-leurs-terres-8053>



Fédération de l'habitat réversible

L'habitat réversible une solution d'urbanisme respectueuse des objectifs « Zéro artificialisation nette »

- La France est le pays européen avec le plus haut niveau d'artificialisation des sols : 47 km² pour 100 000 habitants, contre 41 km² en Allemagne et 29 km² aux Pays-Bas, pourtant plus densément peuplés.
- De 20 000 à 30 000 ha sont artificialisés en France chaque année, c'est quatre fois plus rapide que la croissance de la population (depuis 1980 +70 % de surfaces artificialisées alors que la population augmente de 19 %).
- 42% de l'artificialisation provient du seul habitat.

L'artificialisation des sols est aujourd'hui l'une des causes premières du changement climatique et de l'érosion de la biodiversité. La transformation d'un espace naturel ou agricole en sol artificialisé modifie, voire détruit, l'habitat des espèces animales ou végétales. Un sol artificialisé n'absorbe plus de CO₂ et participe donc à la hausse des températures. Le sol perd sa capacité à absorber l'eau de pluie, multipliant ainsi les risques d'inondations. Sur le plan agricole, l'artificialisation des sols limite l'accès aux terres disponibles et la production alimentaire.

La France s'est fixée, dans le cadre de la loi Climat et résilience adoptée en août 2021 :

- **l'objectif d'atteindre le "zéro artificialisation nette des sols" en 2050,**
- avec un objectif intermédiaire de **réduction de moitié de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers dans les dix prochaines années (2021-2031)** par rapport à la décennie précédente (2011-2021).

Sans emprise ni imperméabilisation du sol, et permettant sa désinstallation en cas d'arrêt de l'activité agricole, l'habitat réversible offre une solution concrète et accessible aux candidats à l'installation agricole.

Fédération de l'habitat réversible

L'amendement soumis aux députés est accessible sur demande (voir contact ci-dessous)



Maison en « Terre-Paille » en cours de construction

Contact presse

Collectif de défense de l'habitat léger

membre de la fédération de l'habitat réversible : <https://f-hr.org/>

collectifdhl@gmail.com

06 02 05 11 69